

La voix de l'Opposition de gauche

A propos du rapport Gallois

06.11.2012

C'est la solution de la "*dernière chance*", il n'en existe pas d'autres, voilà comment le rapport Gallois est présenté aux travailleurs.

Faire baisser le coût du travail, cela signifie faire baisser le niveau de vie des travailleurs, des ouvriers mais aussi des classes moyennes.

Les cotisations sociales dites ouvrières ou patronales sont en réalité du salaire différé dans la mesure où elles servent à financer les organismes sociaux qui profitent aux travailleurs. C'est une partie de la plus-value produite au cours du procès de production par l'intervention de la force de travail sur le capital mis en oeuvre pour faire bref.

Dès lors que dans le rapport entre le capital variable (salaire) et le capital constant, la part qui revient au capital variable diminue, le taux de profit diminue, donc sous cet angle diminuer le coût du travail ne peut sauver (durablement) le capitalisme ou constituer un moyen de sortir de la crise dans laquelle il est plongé.

Rappelons au passage que la concentration du capital est le pendant de la diminution du taux de profit, dans la mesure où le secteur industriel ou marchand est de moins en moins rentable en terme de profit, le capital accumulé va s'accroître sans être réinjecté ce secteur et se tournera de préférence vers des secteurs économiques plus profitables, les marchés financiers et la spéculation.

L'augmentation de la TVA frappera en premier lieu la classe ouvrière, mais surtout les classes ou couches qui consomment le plus parce qu'elles ont des revenus supérieurs à la moyenne, la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat.

La question qui est posée à tous les travailleurs et militants est celle-ci : le capitalisme permet-il à chacun de pouvoir satisfaire ses besoins et ses aspirations élémentaires ou reconnus universellement comme légitimes dans des conditions décentes ?

Si la réponse est oui, on pourrait concevoir que ce système économique continue d'exister, si la réponse est non, il doit disparaître. Entre nous, il n'a jamais rempli ces conditions.

Qu'est-ce que recouvre le vocable de la compétitivité ? Avec qui ? Qui est en compétition avec qui ? Contre qui ? Pour le compte de qui ? Au détriment de qui ou quoi ?

Il appartient au discours patronal que le gouvernement a repris à son compte témoignant ainsi si nécessaire de sa véritable nature.

Il s'agit de la compétitivité à laquelle sont soumises toutes les entreprises capitalistes dans le monde qui se livrent à un âpre combat sur le terrain de la concurrence pour conserver, acquérir ou conquérir des parts de marché sur tous les continents.

Depuis trois décennies la division du travail s'est amplifiée en Europe et à l'échelle mondiale, disparition de l'URSS et ses satellites, réintroduction du capitalisme à marche forcée en Chine, le tout couronné par l'intégration de pratiquement tous les pays à l'OMC, et aboutissant à la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, dans de très larges secteurs de l'économie, donc conduisant irrémédiablement en Europe les entreprises les moins compétitives à licencier massivement, délocaliser leurs unités de production ou carrément disparaître.

Bien entendu, les entreprises ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales ou encore politiques, selon les pays ou les entreprises sont installées certaines sont avantagées par rapports aux autres.

Les entreprises installées dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, la législation du travail pratiquement inexistante ou particulièrement favorable au capital, les syndicats faibles, corrompus ou interdits, idem pour les partis ouvriers, où l'impôt sur les bénéfices est faible ou insignifiant, etc. les entreprises installées dans ces pays seront forcément les plus compétitives en terme de plus-value ou profit dégagé au cours du procès de production.

Pour rivaliser avec elles, les entreprises situées dans d'autres pays où les conditions sont moins favorables à l'exploitation des travailleurs, doivent pouvoir adopter une politique qui conduit à réduire les écarts qui existent entre elles dans les domaines évoqués au paragraphe précédent si elles veulent survivre.

En Europe, elles ne peuvent même pas prétendre profiter des nouveaux besoins que le marché a créé artificiellement dans le domaine de la communication par exemple ou des énergies renouvelables et liés aux nouvelles technologies, car ils font déjà l'objectif d'une production massive à un coût imbattable en Asie. Elles commencent même à être concurrencée dans des secteurs comme l'aéronautique, le train à grande vitesse ou le nucléaire par la Chine, le Brésil et la Corée du Sud.

Comme je l'écrivais en 2005, d'ici quelques décennies, il ne restera plus rien à la France à vendre au reste du monde en échange de ses importations, sa balance commerciale deviendra de plus en plus déficitaire, elle devra réduire sa consommation pour réduire ses importations, la population devenant de plus en plus pauvre et la masse des pauvres augmentant sans cesse, ce pays sera finalement ravalé au niveau d'un pays du tiers-monde, ce processus est en cours et s'accélère sur fond de crise rampante du capitalisme mondial. On en est pratiquement qu'au début, ce qu'apparemment personne ne semble comprendre ou ne veut admettre.

De deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier lie résolument son combat pour maintenir au niveau actuel le niveau de vie des travailleurs ou l'améliorer dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'opportunité se présentera de franchir des pas significatifs dans cette direction et finalement de vaincre le capitalisme.

Cela implique l'unité des travailleurs des secteurs privée et public, l'unité sur le plan syndical et politique tendant vers le même objectif, ce qui n'a rien d'extraordinaire ou d'impossible, ne remet pas en cause leur indépendance réciproque puisque l'émancipation du salariat figure au programme des syndicats et des partis ouvriers se réclamant du socialisme (cela ne concerne pas le PS et ses satellites qui ne sont pas des partis ouvriers).

Cela implique évidemment la rupture des syndicats et des partis ouvriers avec les institutions, le gouvernement et le patronat, le rejet définitif du "*dialogue social*" sous ses différents masques, la sortie de la CES, de la CSI et de l'OIT notamment liés au capital, à l'UE ou à l'ONU avec lesquels aucune relation n'est possible.

- soit il continuera de s'y refuser obstinément et le tableau que j'ai brossé à grands traits au-dessus se réalisera, renvoyant le combat pour le socialisme et le socialisme lui-même aux calendes grecques. Dans ces conditions, la collaboration de classes s'amplifierait toujours davantage pour finalement coïncider avec le corporatisme qui est l'antithèse de la lutte des classes, les travailleurs étant rendus à l'état de masse taillable et corvéable à merci, d'esclaves dans une société de type néo-féodal, dictatoriale.

Pourquoi Hollande a-t-il abandonné le "*choc*", puis la "*trajectoire*", pour finalement adopter le "*pacte*" de compétitivité ?

- Louis Gallois souhaite promouvoir une démocratie sociale «à l'allemande» : apaisée, consensuelle, cogérée par les partenaires sociaux. L'ex-grand patron en appelle à un «*pacte social entre tous les partenaires*». Au diapason de Jean-Marc Ayrault, adepte de la négociation tous azimuts. Son rapport propose ainsi d'introduire des représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 5000 salariés, ou d'autoriser que les comités d'entreprise puissent être présidés par un représentant de ces derniers. libération.fr 05.11

Nous sommes évidemment farouchement opposés à la présence de représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises, comme c'est d'ailleurs le cas de bureaucrates syndicaux dans les entreprises publiques où ils sont grassement rémunérés pour occuper cette fonction, le cas des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux est du même type, que l'on retrouve également à la direction de partis ouvriers soit dit au passage, si vous cherchiez un élément à la base de la corruption des syndicats en voilà un, entre nous, ce n'est pas cela qui manque.

Gallois et le patronat comptent donc sur les syndicats jaunes (CFDT, CFTC, UNSA), les syndicats de cadres (CGC) liés au capital pour entraîner les autres (CGT, FO, SUD) à leur suite.

Ce qui va se passer vraisemblablement, le schéma habituel : ils vont se partager les rôles et le tour sera joué. Ceux qui refuseront de collaborer avec le gouvernement et le patronat feront tout pour diviser les travailleurs et refuseront de les organiser dans la perspective d'une mobilisation générale, de la grève générale qui pourrait devenir insurrectionnelle et porter un coup fatal au régime, perspective qu'ils honnissent tous en vérité.

Quel parti va mener le combat politique et organiser les travailleurs dans cette perspective politique, abattre le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture juridique et de légitimité, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale ?

Le chroniqueur du Monde et un des fondateurs de Slate.fr, Eric Leboucher, apporte quelques précisions intéressantes.

- La grande difficulté du gouvernement de gauche peut être résumée en termes simples: il doit mener une politique de droite. Du moins une politique que la gauche a toujours considérée comme de droite: la rigueur des comptes publics d'abord et maintenant la «compétitivité».

(mais que la "*gauche*" a toujours soutenu d'une manière ou d'une autre. - Ndlr)

En termes plus économiques, il doit renoncer à son keynésianisme atavique et il doit se convertir à mener une politique de l'offre, favorable aux entreprises. C'est aux yeux de la gauche française un double renoncement.

Le diagnostic porté par l'ancien patron de la Snecma, de la SNCF et d'EADS est direct: la racine du mal, ce sont les marges insuffisantes.

(Entendez salaires et avantages sociaux financés par les cotisations sociales (salaire différé) qui sont trop élevés. - Ndlr)

Surveillée par les marchés financiers, la France n'a pas le choix que d'aller vers l'austérité. Le gouvernement y va. Il n'y va encore qu'insuffisamment puisqu'il maintient un objectif de croissance artificiellement élevé pour s'éviter de franches coupes dans les crédits des ministères, des régions et de la sécu.

(Il agite à juste titre la menace des marchés financiers qui ne vont plus tarder à se manifester bruyamment et violemment, cela ne fait aucun doute.

Le PS va se retrouver d'autre plus en mauvaise posture et acculé qu'il y a des élections municipales (et européennes) en 2014. Plus il attendra pour tailler à la hache dans les budgets sociaux et ceux des régions, plus il va prendre le risque de prendre cette décision à une date rapprochée de ces élections. S'il les perd, du même coup lors des prochaines élections sénatoriales il perdra sa majorité.

Quelque part, paradoxalement cela pourrait l'arranger.

Quand Chirac a dissous l'Assemblée nationale en 1997, il disposait bien d'une majorité au Parlement, mais pas dans le pays pour conduire à bien sa politique de privatisation et d'austérité, avec une majorité dite de gauche, il pouvait nommer un Premier ministre du PS et ainsi réaliser un consensus ou une union nationale au plus haut niveau de l'Etat, ce qui devait lui permettre de gouverner tranquillement, tandis que le gouvernement Jospin-Mélenchon-Voinet ferait le sale boulot à la place du RPR. Ajoutons, pour espérer être réélu lors de la prochaine élection présidentielle et c'est ce qui s'est produit, le PS ayant été sanctionné pour avoir appliqué le programme du RPR et Chirac royalement réélu avec 82% des voix. Vous avouerez que c'était bien joué.

Hollande a déjà fait passer le TSCG et le MES sur la base d'un consensus avec l'UMP, il ne reste plus qu'à trouver le moyen de récidiver sur le "*pacte de compétitivité*" et le tour sera joué. Comment va-t-il s'y prendre ? On le saura dans les semaines à venir. Va-t-il demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale sur les propositions qu'il va adopter. L'UMP et l'UDI peuvent estimer qu'il est - Ndlr)

La première heure de vérité arrive maintenant avec le rapport Gallois. Le gouvernement peut craindre qu'une hausse de la CSG pénalise les ménages et brime leur consommation, le seul moteur de la croissance. Cette question est réelle. (slate.fr 05.11)